

La France, championne d'Europe du soutien scolaire

Un pays de l'école gratuite, les familles consacrent, au total, 2,2 milliards d'euros en aide aux devoirs chaque année

Plus de 10 millions d'enfants dans le monde, la journée d'école ne s'achève pas avec l'annulation de l'heure de récréation. En France en particulier, les élèves sont pourtant « visés » sur leurs bancs dès l'âge de 3 ans, 864 heures par an. « L'industrie des cours particuliers prospère tout en Europe, et progresse si l'Hexagone au rythme de 10 % par an », affirme Mark Bray, directeur du Centre de recherche en éducation comparée de l'université de Hongkong. Après quatre ans de recherches, ce professeur a remis à la Commission européenne, le 15 mai, un rapport intitulé « Le défi éducatif de l'Asie ».

En Asie, le phénomène a commencé en l'Est après la dislocation de l'URSS – « Là, l'offre a été la demande: il y allait de la survie des enseignants », explique Mark Bray –, l'Europe du Sud et de l'Est, progressant vers l'Afrique, les pays nordiques, en tête des palmarès sur l'école, sont peu touchés, mais pas épargnés.

Difficile d'estimer le poids économique de cette « éducation de masse »: une grande partie de l'activité s'exerce « au noir ». Mark Bray a rassemblé des données chiffrées montrant que le secteur pèse 1,5 milliard d'euros par an en France, 950 millions d'euros en Espagne et en Italie... et 2,2 milliards d'euros en France, selon des chiffres de 2007. « Les incitations fiscales »

Bachelier ou remboursé

Inspiré de la formule « satisfait ou remboursé », Acadomia, leader des cours particuliers en France, a mis en place, en 2009, un « programme bachelier ». Les étudiants paient 245 euros par an pendant un an (avant déduc-

tales ont dopé le marché français », explique ce chercheur, faisant référence à la réduction d'impôt de 50 % au titre des emplois familiaux. Coût de cet avantage fiscal pour l'Etat: 300 millions d'euros, selon la sénatrice (PS) Nicole Bricq.

Le secteur tire aussi profit du chèque emploi-service universel créé par la loi Borloo de 2005. « Mais, poursuit l'auteur du rapport, d'autres facteurs ont joué: la course aux diplômes dans la société, les enquêtes internationales où l'école

« Nous sommes dans la marchandisation de l'offre scolaire »

Mark Bray, directeur du Centre de recherche en éducation de l'université de Hongkong

française n'a pas brillé, les coupes budgétaires qui l'ont visée... » Sans doute, aussi, une certaine « tradition » du soutien scolaire.

L'étude, dans les écoles élémentaires du début du XX^e siècle, était déjà à la charge des parents – lorsqu'ils en avaient les moyens. Dans l'enseignement secondaire, alors réservé à une élite, elle a été un « dispositif essentiel de l'école de la III^e République, assuré par les maîtres répétiteurs », rappelle l'historien de l'éducation Claude Lelièvre. Avec la généralisation du

et le ministère ont, eux, dénoncé une « marchandisation ». En 2010, 991 contrats ont été conclus.

71,2 % des élèves ont eu leur baccalauréat du premier coup, 16,8 % au rattrapage. Une centaine de remboursements ont été réalisés.

Le Monde

Vendredi 17 juin 2011

Des lycéens lillois pendant un cours dispensé par Acadomia. MAX ROSEREAU/MAXPPP/«LA VOIX DU NORD»

secondaire, ce dispositif a disparu. Les heures de cours théoriques ont augmenté. « En un siècle, au lycée, la durée moyenne de la séance d'enseignement est passée de 2 heures à 50 minutes », note Patrick Rayou, sociologue et professeur à l'université Paris-VIII. « Les parents ont hérité du "temps de l'exercice". A eux de l'assurer, à coup confiant les devoirs à un tiers par souci d'efficacité, mais aussi pour éviter les conflits.

Le soutien payant concerne entre 850 000 et 2 millions d'élèves, selon l'Institut national de recherche pédagogique. Durée moyenne: de 1 à 2 heures par semaine – loin des 4 à 6 heures observées au Japon. S'il s'intensifie au fil de la scolarité, il concerne

quait comment « cette préoccupation peut conduire les familles les plus aisées à mettre en œuvre, avec plus de ressources que les autres catégories sociales, des stratégies scolaires » dont le soutien payant fait partie, au même titre que le choix d'un établissement.

Vecteurs de ces « stratégies », des « officines » prospèrent. Acadomia, numéro 1 en France (110 millions d'euros de chiffre d'affaires), suit de 80 000 élèves. Et facture 35 euros l'heure de cours privé, avant déduction. Interrogé sur le recrutement

de ses 17 000 « répétiteurs », Philippe Coléon, le directeur général, répond: « 70 % sont, ont été ou se destinent à l'enseignement. » Puis viennent Complétude, Keepschool, Profadom, Cours Legendre, etc.

Ces entreprises misent sur la souplesse: suivi individualisé, choix de l'horaire, droit de regard sur l'enseignant et ses méthodes... C'est en cela qu'elles constituent le « contre-modèle à l'institution scolaire » décrit par Dominique Glasman, et c'est aussi pour cela qu'elles attirent des parents, plus que pour leurs résultats, pas toujours vérifiables. Elles laissent peu de place aux initiatives gratuites ou bénévoles, plus discrètes: accompagnement individualisé dans les écoles, encadrement associatif, blogs et conseils d'enseignants.

Les 2 heures offertes aux élèves en difficulté depuis 2007 du primaire au lycée n'y changent rien. Le marché continue de progresser. « Nous sommes entrés dans l'ère de la marchandisation de l'offre scolaire, où les élèves et leurs familles deviennent des clients comme les autres », s'inquiète M. Bray. Si on l'abandonne aux forces du marché, le soutien privé risque de maintenir et d'exacerber les inégalités. ■

Mattea Battaglia

Sur Lemoine.fr

Des témoignages d'enseignants. Etudiants ou diplômés de l'éducation nationale, ils expliquent ce que leur apporte cette activité: complément de salaire, mais aussi remise en cause pédagogique et relation privilégiée avec les élèves et leur famille

